

**Assemblée générale**

Cinquante-cinquième session

Documents officiels

Distr. générale
10 novembre 2000

Original: français

Cinquième Commission**Compte rendu analytique de la 22^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le lundi 6 novembre 2000, à 10 heures

Président : M. Rosenthal (Guatemala)*puis* : M. Kelapile (Botswana)*Président du CCQAB* : M. Mselle**Sommaire**

Point 115 de l'ordre du jour : Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes

Point 116 de l'ordre du jour : Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies

Point 123 de l'ordre du jour : Gestion des ressources humaines (*suite*)Point 118 de l'ordre du jour : Planification des programmes (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

La séance est ouverte à 10 h 5.

Point 115 de l'ordre du jour : Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes (A/55/5 (vol. I, III et IV) et Add.1 à 12, A/55/80 et Add.1, A/55/380 et Add.1, A/55/364 et A/55/487)

1. **Sir John Bourn** (Président du Comité des commissaires aux comptes), présentant 16 rapports du Comité des commissaires aux comptes et un résumé de ses principales constatations, conclusions et recommandations explique que si la publication de certains rapports a pris du retard, la cause en a été rapportée par certaines organisations à des problèmes dus à la mise en service du Système intégré de gestion. Le Comité n'en a pas moins terminé ses travaux le 28 juillet 2000. Les rapports dont la Cinquième Commission est saisie sont présentés comme les précédents, avec un résumé des principales constatations et recommandations. Le Comité des commissaires aux comptes a examiné en outre les suites données à ses recommandations antérieures portant sur l'exercice terminé le 31 décembre 1997 et sur l'exercice terminé le 31 décembre 1999.

2. Le Comité a été amené à émettre des réserves sur les états financiers de quatre organisations : le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID) et l'Université des Nations Unies (UNU). Pour les trois premières, il a limité la portée de son opinion faute d'avoir obtenu des preuves suffisantes, sous forme d'attestations d'audit provenant de gouvernements ou d'organisations non gouvernementales, que les fonds avancés pour des projets exécutés à l'échelon national avaient bien été dépensés aux fins auxquelles ils étaient destinés. Pour le PNUD, le Comité a aussi limité la portée de son opinion parce que des incertitudes pesaient sur un écart de 11,1 millions de dollars dans les rapprochements bancaires. S'agissant de l'UNU, il a émis des réserves parce qu'elle n'avait pas constitué de provisions en contrepartie de contributions annoncées de longue date mais non réglées (dont environ 10 millions de dollars attendus depuis plus de cinq ans). Il se félicite que le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale de ne pas se prononcer sur les états financiers du PNUD, du PNUCID et du FNUAP tant que le Comité des commissaires aux comptes ne lui aura pas certifié soit que les problèmes ont été résolus, soit que des progrès satisfaisants ont été faits.

3. En ce qui concerne les suites données aux recommandations antérieures du Comité des commissaires aux comptes, les organisations en ont appliqué intégralement 69 %. Vingt-cinq pour cent sont en cours d'application et 6 % seulement n'ont pas du tout été appliquées.

4. À l'ONU, le module 3 du Système intégré de gestion (SIG) ne permet pas encore d'établir des états financiers consolidés à partir d'une base de données globale, ni de suivre véritablement une piste de vérification. Par ailleurs, dans quatre affaires concernant des marchés soumises à arbitrage, l'Organisation a été jugée redevable d'indemnités d'un montant de 12,2 millions de dollars à des fournisseurs, essentiellement en raison d'anomalies constatées dans la formulation, l'interprétation ou l'exécution des contrats. Enfin, dans un contrat de représentation juridique assurée par un conseiller externe, le montant maximum fixé pour les honoraires est passé de 590 000 à 2 460 000 dollars sur une période de deux ans environ. En revanche, le Comité est généralement satisfait des progrès accomplis par le secrétariat de la Commission de la fonction publique internationale dans l'application de ses recommandations antérieures.

5. Au PNUD, outre les problèmes qui ont motivé ses réserves, le Comité des commissaires aux comptes a constaté que des difficultés liées à la mise en service du SIG avaient entraîné des faiblesses du contrôle financier et fortement retardé l'établissement des états financiers, retardant par voie de conséquence la rédaction du rapport du Comité. Il en a été de même pour les états financiers du FNUAP, auquel le PNUD fournit des services comptables et financiers. Le PNUD a également connu des problèmes de trésorerie, les dépenses totales imputées sur les ressources ordinaires ayant dépassé de 188 millions les recettes totales.

6. À l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), la valeur des terrains et des bâtiments n'a pas été capitalisée et ne figure donc pas dans l'état des actifs, passifs, et réserves et soldes des fonds au 31 décembre 1999. Le Comité a toutefois décidé de ne pas assortir son opinion d'une réserve, dans l'attente de la révision du règlement financier de l'Office sur ce point.

7. Au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, la baisse des contributions volontaires de pays donateurs a créé un risque de liquidité.

8. À l'UNICEF, le règlement financier a été modifié pour tenir compte de la nouvelle définition des dépenses de programme approuvée par le Conseil d'administration en septembre 1999. Le Comité relève que le Conseil d'administration prévoit d'examiner les incidences de ce changement. Comme le Comité consultatif l'a fait dans son rapport (A/55/487), le Comité des commissaires aux comptes tient à appeler l'attention du Conseil d'administration sur la résolution 54/13 B de l'Assemblée générale, où cette dernière a fait sienne l'opinion du Comité consultatif selon laquelle l'assistance en espèces de l'UNICEF et les avances faites par le HCR à ses partenaires opérationnels ne sont pas de nature différente.

9. Au FNUAP, outre le motif de la réserve dont il a déjà été question, le Comité des commissaires aux comptes a constaté que le montant des dépenses imputées sur les ressources ordinaires (575,9 millions de dollars) dépassait de quelque 51 millions de dollars celui des recettes, de sorte que la réserve de fonctionnement n'était plus en fin d'exercice 1998-1999 que de 24 millions de dollars (contre 63 millions en début d'exercice). De plus, la proportion des dépenses des projets exécutés à l'échelon national faisant l'objet de rapports de vérification est tombée à 50 % en 1998-1999, contre 70 % en 1996-1997. Le Comité des commissaires aux comptes est préoccupé de la dégradation de la situation financière au Fonds. Il note par ailleurs que le Comité consultatif a marqué son profond désaccord avec le FNUAP concernant l'intention de modifier les règles régissant les rapports de vérification des comptes des organismes d'exécution (A/55/487, par. 30), et il pense comme le Comité consultatif que cette démarche aggraverait la situation, car des dépenses plus importantes pourraient être engagées sans être justifiées par des rapports de vérification des comptes.

10. Outre le problème qui a motivé sa réserve, le Comité des commissaires aux comptes a constaté qu'au PNUCID, les attestations d'audit concernant les dépenses de 17,9 millions de dollars engagées par le Programme au titre d'activités exécutées à l'échelon national durant l'exercice biennal 1996-1997 n'avaient toujours pas été reçues ni réclamées.

11. Le déménagement des bureaux du siège du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), a été beaucoup plus coûteux que prévu, puisque les dépenses atteignaient 16,8 millions de dollars en juin 2000, alors que les prévisions s'établissaient en juin 1998 à 7,3 millions de dollars.

De plus, le SIG n'a pas pu être mis en service à la date prévue, ce qui a entraîné des faiblesses dans le contrôle interne et des retards dans l'établissement des états financiers.

12. Si le Comité des commissaires aux comptes tient à mettre en avant ces quelques constatations, c'est en raison de leurs conséquences sur la bonne exécution, dans des conditions d'économie, des programmes de l'Organisation. Mais il note aussi que les organisations en cause ont bien avancé dans certains domaines importants. Par exemple, le montant des arriérés de quotes-parts dues à l'ONU était tombé en fin d'exercice à 229 millions de dollars, contre 473 millions en début d'exercice. À l'ONU, la situation de trésorerie est restée très favorable, les réserves ayant constamment augmenté pendant les deux derniers exercices bien-naux. À l'UNICEF, où l'exercice précédent s'était soldé par un déficit de 14,6 millions de dollars, c'est l'inverse qui s'est produit en 1998-1999 : les recettes ont dépassé les dépenses de 138 millions de dollars. L'UNRWA a également enregistré un excédent modeste en 1998-1999, contre un déficit de 12 millions de dollars en 1996-1997. Le PNUCID a amélioré lui aussi sa situation financière (excédent de 5,4 millions de dollars des recettes sur les dépenses pour 1998-1999, contre un déficit de 1,1 million de dollars pour l'exercice précédent). On voit donc que l'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes peut concourir à améliorer substantiellement la situation financière des organisations visées.

13. **M. Mselle** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport du Comité consultatif (A/55/487) sur les rapports du Comité des commissaires aux comptes, signale que le Comité consultatif souhaiterait, lorsqu'il s'entretient avec les membres du Comité des opérations de vérification des comptes du Comité des commissaires aux comptes, que les membres qui ont quitté ce dernier entre-temps soient présents pour l'aider à examiner le rapport qu'ils ont établi avant leur départ (par. 4). Il aimerait aussi que le Secrétariat et le Comité des commissaires aux comptes réfléchissent à ce qu'il serait possible de faire pour que les rapports des commissaires aux comptes soient publiés avant le début de la session de l'Assemblée générale, comme cela se pratiquait auparavant (par. 6).

14. Préoccupé par les réserves que le Comité des commissaires aux comptes est amené à émettre sur les comptes qu'il vérifie, et qui sont souvent occasionnées

par la répétition des mêmes faits (A/55/487, par. 10 et 11, 25, 29 et 35), le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale de ne pas se prononcer sur les états financiers du PNUD, du PNUCID et du FNUAP tant que le Comité des commissaires aux comptes ne lui aura pas certifié soit que les problèmes ont été résolus, soit que des progrès satisfaisants ont été faits (par. 10). Il tient à souligner qu'il est grave qu'une vérification aboutisse à la formulation d'une réserve, et que les problèmes ayant motivé celle-ci sont à régler à titre prioritaire. Dans le cas de l'Université des Nations Unies, il a toutefois estimé que la situation, bien que regrettable, ne justifiait pas que l'Assemblée générale diffère l'approbation du rapport financier et des états financiers (par. 38).

15. Le Comité consultatif s'élève contre la tendance qu'ont certaines organisations à modifier leur réglementation lorsque le Comité des commissaires aux comptes a constaté qu'elles ne la respectaient pas : c'est le cas de l'UNICEF (A/55/487, par. 31 à 34) et du FNUAP (par. 30). Il serait bon que les commissaires aux comptes examinent l'évolution de la situation sur ces points lors de la prochaine vérification.

16. Le Comité consultatif, qui a demandé expressément au Comité des commissaires aux comptes d'examiner les pratiques en usage à l'Organisation des Nations Unies en matière d'arbitrage et de réclamation, attend les résultats de l'audit élargi avant de donner son avis sur la question. En attendant, il rappelle instamment (A/55/487, par. 19) que les recommandations des commissaires aux comptes doivent être intégralement suivies.

17. Le Comité consultatif a examiné les rapports sur les suites données aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes (A/55/80 et Add.1, A/55/380 et Add.1), mais son travail a été limité par la soumission tardive de certains documents. Il note les progrès accomplis, mais il a conclu de ses échanges de vues avec les membres du Comité des opérations de vérification qu'il faudrait suivre de près la manière dont il est rendu compte des mesures prises et dont elles sont examinées, afin de rendre le processus moins pesant et plus efficace et afin que les rapports soient soumis en temps voulu.

18. **Mlle Cervi** (France), parlant au nom de l'Union européenne, des pays d'Europe centrale et orientale qui lui sont associés (Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie,

Slovaquie, Slovénie), de Chypre et de Malte (qui lui sont également associés) et des pays membres de l'Association européenne de libre-échange, y compris la Norvège, rappelle que la vérification extérieure des comptes des organisations permet de s'assurer que la réglementation financière est respectée et de rectifier les problèmes de gestion mis en évidence à cette occasion. L'Union européenne, regrettant la publication tardive, ou même l'absence, de la grande majorité des rapports du Comité des commissaires aux comptes, se réserve de revenir par la suite sur ceux qui ne sont pas encore disponibles.

19. L'Union européenne constate avec satisfaction que près de 95 % des recommandations du Comité des commissaires aux comptes portant sur les comptes et les états financiers de l'exercice 1996-1997 ont été intégralement appliquées ou sont en cours d'application. Elle a pris bonne note du fait que les organismes ayant fait l'objet des vérifications s'étaient en général conformés aux normes comptables, et elle relève que ceux des organismes qui ont fait les efforts nécessaires ont terminé l'exercice 1998-1999 avec un excédent des recettes sur les dépenses au lieu d'un déficit (UNICEF, PNUCID, UNRWA).

20. Mais il reste de nombreux problèmes : l'Union européenne constate avec inquiétude que le Comité des commissaires aux comptes a de nouveau assorti son opinion de réserves pour quatre organisations. Elle relève avec préoccupation une situation inacceptable : faute d'attestations d'audit, le PNUD ne peut justifier de 723 millions de dollars de dépenses, le PNUCID de 14,2 millions de dollars, et le FNUAP ne peut justifier directement de la moitié des dépenses engagées. Les États Membres doivent pouvoir s'assurer que les fonds avancés ont bien été dépensés aux fins pour lesquelles ils étaient prévus, c'est un élément fondamental de confiance pour une mobilisation efficace de ressources. L'Union européenne pense que le Comité consultatif a eu raison de recommander à l'Assemblée générale de ne pas se prononcer sur les états financiers du PNUD, du PNUCID et du FNUAP tant que le Comité des commissaires aux comptes ne lui aura pas certifié soit que les problèmes ont été résolus, soit que des progrès satisfaisants ont été accomplis.

21. L'Union européenne s'inquiète aussi de la dégradation de la situation financière de certains fonds et organismes des Nations Unies tels que le PNUD, le HCR et le FNUAP, dont les comptes demeurent déficitaires. Elle souhaite que les organismes n'engagent

aucune dépense sans avoir auparavant reçu effectivement les contributions correspondantes, et estime que le PNUD et le PNUCID devraient procéder à l'apurement de leurs comptes bancaires.

22. Comme le Comité consultatif, l'Union européenne est préoccupée par la tendance de certains organismes à modifier la réglementation financière, notamment en assouplissant les critères pour les rapports de vérification des comptes des agents d'exécution. Elle désapprouve les pratiques instituées ou envisagées par certains organismes pour se dispenser de donner suite aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes.

23. S'agissant de la passation des marchés, l'Union européenne s'associe aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes, qui ont mis en évidence bon nombre de problèmes : faute de planification des achats, on réalise peu d'économies d'échelle, le contrôle interne est insuffisant, les délais sont excessifs, on n'a pas recours à une base de données regroupant les fournisseurs possibles. Or, une gestion saine passe par le respect des procédures établies pour la passation des marchés, et l'Union européenne estime avec le Comité consultatif que les organismes des Nations Unies auraient intérêt à s'inspirer des meilleures pratiques en usage à l'ONU.

24. Pour ce qui est du Système intégré de gestion, il est regrettable que l'usage en reste encore limité dans les organisations. L'Union européenne souscrit à ce sujet aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes, notamment pour ce qui est de la mise en place prioritaire d'une base de données globale facilitant l'établissement de rapports financiers fiables, et de la fourniture de renseignements détaillés sur l'identité des créanciers et des débiteurs.

25. En ce qui concerne le Tribunal pénal international pour le Rwanda, les retards enregistrés dans la présentation des états financiers sont préoccupants, et il faut espérer que les délais seront respectés à l'avenir. L'Union européenne ne verrait que des avantages à ce qu'une méthodologie identique serve à l'avenir pour les rapports des commissaires aux comptes sur les deux tribunaux internationaux.

26. Enfin, s'agissant de l'exécution des programmes, l'Union européenne estime que les retards qui surviennent au début ou à la fin de projets, qui peuvent atteindre quatre ans dans certains cas, disparaîtraient probablement si l'ensemble des organismes des Nations

Unies utilisaient des indicateurs de résultats qualitatifs et quantitatifs fiables, comme le souhaite le Comité des commissaires aux comptes.

27. **M. Orr** (Canada) aimerait savoir quand seront connues les réponses du Secrétaire général aux observations et recommandations du Comité des commissaires aux comptes, et comment s'explique le retard intervenu dans la distribution des documents.

28. **M. Halbwachs** (Contrôleur) répond que, selon l'usage, le Secrétariat ne fait pas de déclaration à la suite de la présentation des rapports du Comité des commissaires aux comptes et des observations du CCQAB, mais qu'il donne les explications demandées au fur et à mesure de l'examen des états financiers. Le Contrôleur demandera au Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence les raisons du retard intervenu dans la distribution des états financiers, et il transmettra la réponse par l'intermédiaire du secrétaire de la Commission.

Point 116 de l'ordre du jour : Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (suite) (A/54/793, A/55/499)

Point 123 de l'ordre du jour : Gestion des ressources humaines (suite) (A/53/955, A/54/257, A/54/279 et Corr.1, A/54/450, A/C.5/54/2, A/C.5/54/21, A/C.5/54/L.3, A/55/168, A/55/253 et Corr.1, A/55/270, A/55/399 et Corr.1, A/55/427, A/55/499, A/C.5/55/L.3, A/C.5/55/CRP.1 et 2)

29. **Mme Marston** (Jamaïque) estime qu'en matière de gestion des ressources humaines, le souci dominant doit être celui de l'intérêt du personnel. Concernant les recrutements, affectations et promotions, la délégation jamaïcaine déplore qu'un délai de 120 jours pour un recrutement soit considéré comme un objectif souhaitable; d'autre part, elle souhaiterait que l'on accorde à l'avancement du personnel autant d'intérêt qu'aux autres formes de mobilité.

30. Soucieuse de l'exigence d'une répartition géographique équitable, la Jamaïque est favorable à la tenue de concours nationaux pour remédier à la situation des pays non représentés ou sous-représentés. À propos du concours pour la promotion à la catégorie des administrateurs, seule possibilité pour un agent des services généraux d'améliorer sa carrière, elle regrette profondément que non seulement le nombre de postes proposés cette année ait été limité à 23, mais que, de surcroît,

il y ait eu des restrictions aux candidatures. S'agissant du régime de la double filière, celle des engagements de carrière et celle des contrats successifs, elle met en garde contre les incidences éventuelles de ce régime sur l'égalité de traitement due au personnel. Enfin, prenant acte des progrès accomplis en ce qui concerne la situation des femmes au Secrétariat, elle réaffirme toute l'importance qu'elle attache à l'objectif de la parité hommes-femmes.

31. **Mme Salim** (Sous-Secrétaire générale à la gestion des ressources humaines), faisant valoir l'ampleur des consultations tenues avec le personnel au Siège, dans les bureaux hors Siège et dans les missions de maintien de la paix, affirme que l'élaboration des propositions formulées dans le rapport du Secrétaire général (A/55/253) a été réellement fondée sur la participation et qu'il a été tenu compte des vues du personnel. Ainsi, l'aménagement des arrangements contractuels permettrait, entre autres, de rendre plus mobiles des fonctionnaires se trouvant dans des lieux d'affectation difficiles, voire dangereux, et de leur donner les mêmes chances qu'à ceux du Siège. La mobilité du personnel doit être encouragée de façon prioritaire si l'Organisation veut s'acquitter des mandats qui lui sont confiés et attirer et retenir des individus de très grande valeur.

32. Au sujet de la répartition géographique, Mme Salim fait savoir que le nombre d'États Membres non représentés a baissé de 25 à 21 depuis juin 2000, alors que 4 nouveaux États viennent de se joindre à l'Organisation, et que celui des États sous-représentés a chuté de 20 à 8. Témoinant de l'attachement du Secrétaire général à une répartition géographique équitable, l'engagement de résultat que prend chaque directeur de programme, chef de département et chef de bureau doit faire une large place à la recherche d'une répartition géographique équitable et, à partir du prochain exercice, chaque département rendra compte des progrès réalisés dans ce domaine. Le Secrétaire général n'a formulé aucune proposition concernant les mécanismes contractuels car, avant de décider de la direction à prendre dans cet important domaine, il souhaite en discuter de façon approfondie avec le personnel et avec tous les États Membres.

33. S'agissant de la responsabilisation, en particulier au niveau de l'encadrement, les mécanismes nécessaires ont été prévus dans chaque volet de la réforme de la gestion des ressources humaines. Toutefois, comme la responsabilisation ne s'applique pas uniquement à la

gestion des ressources humaines mais également à l'exécution des programmes, au budget et aux finances, le contrôle sera effectué en dernier ressort au moyen de l'engagement de résultat de chaque responsable et d'un bilan annuel de ses résultats. Par ailleurs, le Groupe du suivi des responsabilités contrôlera la suite donnée par l'Organisation aux rapports des divers organismes de contrôle et veillera à ce que des recommandations soient faites au Secrétaire général, le cas échéant, concernant la responsabilisation à l'échelle du système. Ces outils de contrôle, concrets et précis, compléteront les dispositions à caractère disciplinaire qui existent déjà.

34. Pour ce qui est du concours pour la promotion à la catégorie des administrateurs, et en particulier celui de 1999, Mme Salim rappelle qu'après l'adoption de la résolution 53/221, ultérieure au concours, le Secrétaire général a appelé l'attention des États Membres sur les implications des dispositions de la résolution relatives à la représentation géographique pour la sélection des candidats à ce concours. En l'absence d'une décision de l'Assemblée générale à ce sujet, il a fallu, après avoir consulté le Conseiller juridique, suspendre la correction des épreuves des candidats de pays surreprésentés ainsi que l'annonce des résultats du concours, en juillet 1999. L'Assemblée générale n'ayant pas non plus pris de décision à sa dernière session, Mme Salim a pris l'initiative, après avoir consulté le Conseiller juridique, de faire corriger toutes les épreuves et d'informer le personnel qu'il n'y aurait pas de concours en 2001, si l'Assemblée générale n'avait pas statué d'ici là sur la question.

35. En matière d'administration de la justice, l'Organisation dispose d'un système complet, même s'il est toujours possible de l'améliorer. Ainsi, tenant compte des vues de l'Assemblée générale et des représentants du personnel, le Secrétaire général propose des mesures décisives, à savoir la création d'un poste de médiateur qui faciliterait le règlement des litiges par la médiation informelle de façon à éviter la phase contentieuse proprement dite, le renforcement du Groupe du droit administratif et une assistance juridique aux conseils inscrits sur la liste du Siège. Un groupe de travail composé de fonctionnaires du Siège, des commissions régionales et des missions sur le terrain se réunira à partir du 27 novembre pour examiner le système d'administration de la justice dans sa totalité.

36. Quant à savoir s'il est souhaitable que l'Organisation adopte les pratiques des entreprises du

secteur privé, le contexte de la mondialisation tend à faire disparaître la frontière entre le secteur privé et les institutions de service public. Alors qu'elle veut attirer et retenir les meilleurs éléments, ainsi que la Charte l'exige, l'Organisation se trouve désormais en concurrence avec le secteur privé, et elle doit aménager ses politiques de gestion en conséquence.

37. **M. Bouayad-Agha** (membre du Corps commun d'inspection) s'étonne de ce que Mme Salim n'ait fait aucune mention du rapport du Corps commun d'inspection (CCI), d'autant que l'Administration a fait siennes certaines de ses recommandations. Il aurait voulu, en particulier, qu'une proposition ait été formulée à la suite de la recommandation 3 a) du Corps commun d'inspection, dont les implications financières pour l'Organisation peuvent être considérables. Il estime que, loin d'affaiblir l'autorité du Secrétaire général, la possibilité pour les juges du Tribunal administratif de l'ONU de demander l'exécution d'une décision ou le paiement d'une indemnité non soumise à la limitation actuelle de deux ans de salaire témoignerait de leur indépendance et serait bénéfique pour l'Organisation. L'Administration devrait aussi prendre les mesures voulues pour que l'Organisation soit remboursée pour ses pertes financières résultant de violations du Statut et du Règlement du personnel par des fonctionnaires.

38. **M. Fedorov** (Fédération de Russie) proteste énergiquement contre ce qu'il estime être deux violations des dispositions de la résolution 53/221 de l'Assemblée générale de la part du Secrétariat. D'une part, certains candidats au concours pour la promotion à la catégorie des administrateurs organisé en février 1999 ont été informés que les épreuves ne seraient pas corrigées. Or, certaines l'ont été et des candidats ont réussi et ont été promus. D'autre part, la Sous-Secrétaire générale à la gestion des ressources humaines annonce qu'il n'y aura pas de concours en 2001, ce qui laisse entendre qu'un concours a été organisé en 2000. Par ailleurs, aucune mention n'a été faite de l'examen du rapport du Corps commun d'inspection sur les « Modalités de nomination de hauts fonctionnaires à l'Organisation des Nations Unies ».

39. **M. Nakkari** (République arabe syrienne) fait remarquer que, dans ses propositions, le Secrétariat n'a tenu aucun compte ni des réserves exprimées par le personnel quant au régime de la double filière, ni des notions de contrat temporaire et de contrat permanent qui tiennent une place importante dans la résolution

53/221. Le système en place est purement et simplement écarté, et il est proposé de le remplacer par des contrats de durée indéterminée, auxquels l'Administration peut mettre fin n'importe quand. S'agissant de la représentation géographique, la délégation syrienne propose à nouveau la solution des concours nationaux pour les pays non représentés ou sous-représentés.

40. La résolution 53/221 distingue trois concepts importants et interdépendants, à savoir la délégation de pouvoirs, la responsabilisation et l'administration de la justice. Or, le mécanisme de responsabilisation proposé présente une lacune flagrante : il prévoit que le personnel doit rendre des comptes aux hauts responsables mais ne prévoit pas l'inverse. En ce qui concerne l'administration de la justice, M. Nakkari souscrit à la déclaration faite par M. Bouayad-Agha.

41. La délégation syrienne rappelle que, l'Assemblée générale n'a pas pu, faute de temps, statuer sur la question du concours pour la promotion à la catégorie des administrateurs, et que le paragraphe 22 de la partie V de la résolution 53/221 résulte de cette situation exceptionnelle. Le Secrétariat aurait pris une décision après avoir consulté le Bureau des affaires juridiques, mais l'organe habilité à statuer est l'Assemblée générale. Pour la délégation syrienne, cette décision prise en toute connaissance du caractère exceptionnel des dispositions dudit paragraphe témoigne d'une intention délibérée d'enfreindre la résolution. Enfin, M. Nakkari rappelle que les objectifs nobles de l'Organisation des Nations Unies diffèrent fondamentalement de ceux d'une entreprise privée, et que l'Organisation se doit de respecter les normes établies par l'Organisation internationale du travail, puisqu'elle demande à ses États Membres de le faire.

42. **M. El Gammal** (Égypte) dit que sa délégation a été extrêmement surprise d'apprendre que des agents des services généraux avaient été autorisés à se présenter au concours pour la promotion à la catégorie des administrateurs, en dérogation au principe de la répartition géographique équitable et en violation de la résolution 53/221 de l'Assemblée générale. La délégation égyptienne, qui avait déjà clairement indiqué sa position à ce sujet lors de la session précédente de l'Assemblée, avait cru comprendre que tant qu'une nouvelle décision ne serait pas prise par l'Assemblée concernant l'interprétation à donner à cette résolution, aucune nomination n'aurait lieu au titre de ce concours. Elle a également été étonnée d'apprendre qu'après

avoir consulté le Bureau des affaires juridiques, la Sous-Secrétaire générale avait pris la décision de ne pas se conformer aux directives de l'Assemblée concernant la répartition géographique équitable. Il convient de rappeler que seule l'Assemblée est habilitée à se prononcer sur l'interprétation à donner à une de ses décisions, et l'Égypte espère qu'à l'avenir le Secrétariat appliquera pleinement les décisions de l'Assemblée.

43. **M. Jara** (Chili) pense que la réponse de la Sous-Secrétaire générale appelle des éclaircissements. En effet, il ne comprend pas pourquoi l'Administration, après avoir pris l'avis du Bureau des affaires juridiques sur l'interprétation à donner au paragraphe 22 de la résolution 53/221, s'est crue autorisée à organiser normalement le concours en vue de la promotion à la catégorie des administrateurs en 1999, mais a décidé de ne pas organiser un tel concours en 2001 tant que l'Assemblée générale ne se serait pas prononcée sur la question. Ces deux interprétations dénotent, selon lui, une certaine incohérence.

44. **Mme Silot** (Cuba) dit que sa délégation soutient en principe toutes les propositions qui tendent à améliorer les conditions de travail des fonctionnaires et visent à rendre leur travail plus efficace, pour autant que les décisions des organes délibérants en la matière soient respectées et que les caractéristiques fondamentales de l'Organisation – son caractère intergouvernemental et sa vocation universelle – ne soient pas perdues de vue.

45. La délégation cubaine pense que, sur le plan du principe, la mobilité doit être promue, parce que c'est un des éléments d'une bonne gestion des ressources humaines, mais ne doit pas devenir une condition préalable aux promotions. Il lui apparaît toutefois nécessaire de faire une distinction entre la mobilité entre départements et la mobilité entre lieux d'affectation. En effet, compte tenu des conditions de travail dans certains lieux d'affectation, l'obligation de mobilité, loin d'être un atout, peut être un handicap pour la carrière d'un fonctionnaire.

46. En ce qui concerne les arrangements contractuels, la délégation cubaine estime qu'il faut se garder de procéder à des changements rapides, et qu'il faut au contraire encourager des échanges de vues approfondis entre toutes les parties concernées – Administration, personnel, États Membres – et reconsidérer la proposition du Secrétariat en tenant compte des caractéristi-

ques particulières de l'Organisation. Elle se félicite à cet égard que le Secrétariat ne cherche pas à imposer les changements qu'il propose avant que de tels échanges aient eu lieu.

47. Pour ce qui est du système interne d'administration de la justice, la délégation cubaine se méfie d'une instance qui serait à la fois juge et partie. Tout en se félicitant que le Secrétariat ait pris conscience de la nécessité de réformer le système, elle souligne qu'il convient de tenir compte des points de vue des différentes parties intéressées. Les mécanismes de médiation existants – qui sont peu nombreux – n'ont qu'un pouvoir consultatif et ne sont pas indépendants. À cet égard, le rapport du Corps commun d'inspection devrait constituer une bonne base de discussions.

48. La délégation cubaine note avec satisfaction que des progrès ont été accomplis en ce qui concerne la répartition géographique, mais elle estime que la question doit être envisagée dans le contexte plus général de la réforme de la gestion des ressources humaines. Il faut se demander en particulier si les pouvoirs étendus qu'il est proposé de donner aux directeurs de programme dans le cadre de la budgétisation axée sur les résultats ne vont pas changer la nature même de l'Organisation et aller à l'encontre du principe d'une répartition géographique équitable.

49. En ce qui concerne le concours de promotion à la catégorie des administrateurs, la délégation cubaine n'a pas une position tranchée, mais elle tient à rappeler que la résolution 53/221 de l'Assemblée générale est toujours en vigueur et que le Secrétariat doit s'y conformer jusqu'à ce que l'Assemblée ait pris une décision quant à son interprétation.

50. **M. Fedorov** (Fédération de Russie) souligne, à propos du concours de promotion à la catégorie des administrateurs, que la résolution 53/221 de l'Assemblée générale est toujours en vigueur et qu'une décision du Bureau des affaires juridiques ne peut aller à l'encontre d'une résolution de l'Assemblée. Il demande au Secrétariat de lui préciser le nombre de candidats reçus au concours depuis juillet 1999, avec une ventilation par pays, et renouvelle la demande faite par son pays d'annuler les résultats des concours organisés depuis l'adoption de la résolution 53/221.

51. **M. Bouheddou** (Algérie), s'adressant au représentant du Corps commun d'inspection, souhaite savoir dans quelle mesure la charge de médiateur, dont la création est proposée dans le rapport du Corps commun

sur l'administration de la justice à l'ONU (A/55/57, recommandation 2), contribuerait au règlement des conflits du travail opposant le personnel à l'Administration et réduirait le coût financier résultant des longues procédures devant les organes juridictionnels internes. La délégation algérienne souhaiterait également connaître le point de vue du Secrétariat sur la question.

52. **M. Alatrash** (Jamahiriya arabe libyenne) note que les propositions du Secrétaire général ont fait l'objet de consultations entre l'Administration et le personnel, au cours desquelles celui-ci s'est déclaré préoccupé par certaines des propositions formulées et a émis des critiques. Toutefois, rien n'indique, dans la réponse de la Sous-Secrétaire générale, que l'Administration a tenu compte des vues du personnel et s'est montrée disposée à répondre à ses préoccupations. Il n'est donc pas étonnant que le moral du personnel ne soit pas bon.

53. La délégation libyenne ne partage pas le point de vue de l'Administration selon lequel l'Organisation doit appliquer les méthodes du secteur privé, et elle estime qu'il ne faut pas changer les principes fondamentaux qui régissent son fonctionnement. Il existe de nombreuses organisations à but non lucratif (établissements universitaires, organisations bénévoles) dont l'Organisation pourrait s'inspirer. En outre, comme elle l'a déjà indiqué, la délégation libyenne souhaite savoir quels seraient le coût de la mise en oeuvre des mesures proposées et les éventuelles économies qui en résulteraient. D'autre part, elle se déclare préoccupée par le fait que le Secrétaire général, en sa qualité de chef du Secrétariat, a déjà commencé à mettre en oeuvre ces mesures, dont certaines se fondent sur les principes de la budgétisation axée sur les résultats – que l'Assemblée générale n'a pas encore approuvés. Il serait préférable, selon elle, que le Secrétariat exécute un projet pilote et en évalue les résultats avant de mettre directement en oeuvre un projet qui peut se révéler préjudiciable pour l'Organisation.

M. Kelapile (Botswana), Vice-Président, prend la présidence.

54. **Mme Salim** (Sous-Secrétaire générale à la gestion des ressources humaines), dit qu'elle a pris bonne note de l'interprétation donnée par le représentant du Chili, puis par ceux de la Fédération de Russie, de la République arabe syrienne, de l'Égypte et de Cuba, au sujet du concours pour la promotion à la catégorie des

administrateurs. Ces différentes interprétations expliquent pourquoi elle a éprouvé le besoin de demander l'avis du Bureau des affaires juridiques, ce dont elle a déjà fait part aux membres de la Commission. Il convient de préciser que seuls 16 fonctionnaires ont subi avec succès les épreuves du concours organisé en février 1999, c'est-à-dire *avant* l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 53/221. Il s'agit de ressortissants des pays suivants : États-Unis d'Amérique, Éthiopie, France, Guyana, Inde, Kenya, Ouganda, Pakistan, Philippines, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

55. Mme Salim tient à souligner que le Secrétaire général prend très au sérieux les recommandations du Corps commun d'inspection. C'est la raison pour laquelle il a décidé de créer un groupe de travail qui doit lui faire des propositions sur la base de ces recommandations. Enfin, la réforme de la gestion des ressources humaines n'a pas pour objet de faire des profits. Il s'agit simplement de responsabiliser les membres de l'Administration et du personnel pour qu'ils deviennent plus efficaces et puissent mieux servir l'Organisation.

56. **M. Bouayad-Agha** (Corps commun d'inspection), répondant à la question de la délégation algérienne, indique que la création de la charge de médiateur a été recommandée après de nombreuses consultations avec l'Administration, et il souligne que le Comité consultatif a souscrit à cette proposition. Cette mesure a pour objectif de renforcer les consultations informelles, à l'instar de ce qui se fait dans des organisations comme la Banque mondiale, l'UNICEF ou le PNUD, et de donner la priorité à la négociation. C'est là le rôle qui sera assigné au médiateur, personnalité indépendante de l'Administration qui sera nommée par le Secrétaire général.

57. **M. Nakkari** (République arabe syrienne) dit que sa délégation appuie les efforts déployés par l'Administration en matière de réforme de la gestion des ressources humaines. Il souligne toutefois qu'elle doit, ce faisant, se conformer aux principes énoncés dans la résolution 53/221 de l'Assemblée générale. Sachant que le personnel de l'Organisation est irremplaçable et qu'aucun programme ne saurait être exécuté sans lui, elle attache une grande importance à son bien-être.

58. Les observations formulées par la délégation syrienne dans son intervention précédente ont été faites à la lumière des renseignements donnés par la Sous-

Secrétaire générale dans sa première intervention, notamment en ce qui concerne l'application à l'Organisation des méthodes du secteur privé, le système d'administration de la justice et le concours pour la promotion à la catégorie des administrateurs. La Syrie souhaite que le Secrétariat donne une réponse écrite à ces observations, ainsi qu'aux demandes formulées par les autres délégations en précisant notamment les dates des concours, la nationalité des lauréats de ces concours et la teneur des avis du Bureau des affaires juridiques en la matière. D'autre part, elle continue de s'interroger sur une question qu'elle a posée précédemment et qu'elle considère importante : pourquoi les délégations n'ont-elles toujours pas reçu de document rendant compte des points de vue du personnel? La délégation syrienne espère recevoir rapidement une explication à ce sujet, ainsi que la réponse à une autre de ses questions qui concernait la responsabilité des directeurs de programme et qui reste également sans réponse.

59. **M. Abdalla** (Jamahiriya arabe libyenne) regrette que la Sous-Secrétaire générale n'ait pas répondu aux préoccupations et aux questions des délégations. En effet, si les États Membres ont pour tâche d'examiner le travail de l'Organisation et de formuler des observations, il incombe au Secrétariat de répondre aux questions, même si elles ne sont pas toujours à son goût. Si tel est le traitement réservé aux États Membres, on peut s'interroger sur le traitement réservé au personnel, et il est à craindre que les opinions exprimées par les fonctionnaires ne reçoivent guère d'écho.

60. La délégation libyenne souligne que les questions soulevées sont sérieuses et que les propositions du Secrétariat sont loin de réunir un consensus. Elle s'étonne que l'Organisation manifeste tant d'intérêt pour le secteur privé, et ne s'intéresse pas davantage à ce qui se passe dans des organisations qui ont un statut comparable au sien. C'est le cas notamment pour la fonction de médiateur. La Libye est favorable à la création d'une telle charge, à condition qu'elle soit occupée par une personne de très haut niveau, véritablement indépendante, qui sera à l'écoute du personnel et ne se contentera pas de donner son aval aux décisions de l'Administration.

61. Alors que l'Organisation est censée recruter les personnes les plus compétentes, elle n'arrive plus à attirer et à retenir les meilleurs candidats, et nombre de fonctionnaires cherchent à la quitter. Il est donc légitime de se demander ce qui a changé ou est en train de

changer dans les relations entre le personnel et l'Administration. On essaie de faire croire aux États Membres qu'il s'agit simplement de réformer les organes de nomination et de promotion. Mais quel est l'intérêt de changer des organes qui ont fait leurs preuves, qui protègent le personnel, qui garantissent que les règles et procédures sont respectées, et qui permettent aux États Membres de contrôler le fonctionnement de l'Administration? La délégation libyenne craint là aussi qu'il ne s'agisse de mettre en place un mécanisme qui ne fera qu'approuver et avaliser les décisions prises et les procédures mises en place par l'Administration.

62. Pour ce qui est de la budgétisation axée sur les résultats, il est important de faire une distinction entre mesurer des processus, ce qui donne des indicateurs de la bonne utilisation des moyens, et mesurer des résultats, ce qui donne des indicateurs de l'efficacité de l'action. Pour prendre un exemple, dans le cas du Groupe de la mobilisation des ressources, le nombre de contacts avec les donateurs potentiels donne la mesure des processus, tandis que le montant des contributions versées donne la mesure des résultats. Mais est-il possible d'instaurer un tel système à l'échelle de l'Organisation? Le rapport du Comité du programme et de la coordination fait apparaître que les objectifs sont souvent mal formulés et les programmes mal définis. Les demandes d'éclaircissement formulées par la délégation libyenne à cet égard ont jusqu'à présent été ignorées. Pour mesurer les résultats, il faut établir des indicateurs appropriés. Or, les programmes de l'Organisation sont pour la plupart des programmes sociaux, et les indicateurs relatifs à de tels programmes sont vagues, difficiles à obtenir, et dépendent non seulement des activités menées au titre des programmes mais aussi de facteurs extérieurs. La délégation libyenne attend des éclaircissements sur toutes ces questions.

63. **Mme Salim** (Sous-Secrétaire générale à la gestion des ressources humaines) explique qu'elle ne peut répondre qu'aux questions portant sur des sujets qui dépendent d'elle, mais qu'elle se renseignera afin de pouvoir répondre au plus grand nombre possible d'interrogations. D'autre part, elle précise ce qu'elle a voulu dire plus tôt, à savoir que c'est le secteur privé qui s'est inspiré de l'expérience de la Banque mondiale – et non le contraire, ce qui montre bien que les échanges peuvent se faire dans les deux sens. Pour le reste, elle s'efforcera d'apporter des réponses lors des consultations officielles.

64. **M. Abdalla** (Jamahiriya arabe libyenne) estime pour sa part qu'il n'y a aucune raison que le débat sur ces questions n'ait pas lieu en séance officielle et ne soit donc pas consigné.

Point 118 de l'ordre du jour : Planification

des programmes (suite) (A/55/16, A/55/6 (présentation et programmes 1 à 25), A/55/63, A/55/73, A/55/85, A/C.5/55/14, A/C.5/55/17, A/C.5/55/18, A/C.5/55/19 et A/C.5/55/20)

65. **M. Udegbonam** (Nigéria), prenant la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine, note qu'au cours des deux années passées, le Règlement et les règles régissant la planification des programmes ont été révisés pour y faire figurer les principaux éléments liés à l'adoption d'un système de budgétisation axée sur les résultats. Afin que tous ces éléments puissent être examinés dans la transparence et de façon cohérente, il souhaiterait que le Secrétaire général en présente un récapitulatif, que l'Assemblée générale pourrait étudier lors de l'examen de la question de la budgétisation axée sur les résultats.

66. La délégation nigérienne constate avec regret que le Secrétaire général n'a pas tenu compte, lorsqu'il a promulgué le texte révisé du Règlement et des règles régissant la planification des programmes, de certaines décisions prises par l'Assemblée dans ses résolutions 53/207 et 54/236. Il s'agit là d'une violation des décisions des organes délibérants, qui appelle un rectificatif.

67. D'autre part, la présentation du plan à moyen terme pour la période 2002-2005 a été modifiée pour la rendre plus synthétique et pour tenir compte de certains éléments nouveaux figurant dans le Règlement et les règles, ou liés à la budgétisation axée sur les résultats – mais d'autres éléments du même ordre ont été passés sous silence. Il faudrait que l'Assemblée puisse examiner la question plus à fond, à la lumière d'explications et de précisions qui devraient lui être fournies sur les points suivants : le lien, dans la nouvelle présentation, entre les objectifs et activités prescrites; le fait que certaines de ces dernières se retrouvent dans les objectifs, les réalisations escomptées et les indicateurs de performance de plusieurs programmes; le fait que pour certains programmes, notamment à caractère politique, l'influence des facteurs externes n'est pas analysée; l'absence d'information sur les effets du changement de présentation du plan à moyen terme sur les autres

aspects de la budgétisation et des activités d'évaluation et de contrôle.

68. Il importe au plus haut point que les priorités soient clairement établies dans le plan à moyen terme, qui servira par la suite, selon les mécanismes prévus par l'Assemblée générale dans sa résolution 41/213, à orienter la répartition des ressources dans les budgets-programmes. D'autre part, à propos des objectifs, réalisations escomptées et indicateurs de résultats définis pour chaque programme, il convient de souligner l'importance d'une décision antérieure de l'Assemblée, ainsi que d'une recommandation formulée cette année par le Comité du programme et de la coordination (CPC), selon lesquelles les notions de réalisation escomptée, de produit, d'objectif et d'activité ne sont pas exclusivement et nécessairement liées à la budgétisation axée sur les résultats. Celle-ci a été proposée par le Secrétaire général, mais l'Assemblée générale n'en a pas encore approuvé le principe. Il est d'ailleurs précisé dans le Règlement et les règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation que les indicateurs de résultat ne doivent figurer dans le plan à moyen terme que quand c'est possible.

69. Le rapport du Secrétaire général sur les incidences de la nouvelle présentation du projet de plan à moyen terme sur le cycle de planification, programmation, budgétisation, suivi et évaluation (A/C.5/55/14) présente des lacunes, particulièrement en ce qui concerne la façon dont les résultats de l'application de la nouvelle méthode seront utilisés aux fins de l'évaluation des programmes et de l'allocation des ressources. Il faudrait que le Secrétaire général présente un nouveau rapport sur la question, afin que l'Assemblée puisse l'examiner au cours de sa présente session en même temps que les questions de la planification des programmes et de la budgétisation axée sur les résultats.

70. L'exécution complète de tous les programmes et de toutes les activités prescrites est un souci primordial. Il faut donc que toutes les opérations de planification des programmes se déroulent efficacement, ce qui suppose que soient appliqués dans tous les secteurs de l'Organisation le Règlement et les règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation.

71. Le Groupe des 77 et la Chine accueillent avec satisfaction le rapport du CPC sur le plan à moyen terme (A/55/16). Tout en étant disposés à en approuver les recommandations, ils estiment qu'il y a lieu de revoir le Programme 19, en espérant aboutir à un consensus et pouvoir autoriser le Secrétaire général à mettre le nouveau plan à moyen terme en application au début de 2002. Ils soulignent à quel point il est important de s'accorder sur un ensemble de recommandations concernant le Programme 19. On pourrait demander à la Troisième Commission de s'atteler au problème et de présenter une recommandation sur la question. S'il n'y a pas consensus, la seule solution serait peut-être de reprendre le Programme 19 du plan à moyen terme précédent.

72. Dans l'introduction du plan à moyen terme, la mondialisation est désignée comme étant le phénomène qui pose le plus important ensemble de problèmes auxquels l'ONU doit se préparer à faire face. C'est vrai, mais le plan à moyen terme n'offre pas de solutions convaincantes à ces problèmes. De telles solutions doivent absolument se fonder sur les principes de l'équité, de la démocratie et de la diversification.

73. **Mme Silot** (Cuba) souscrit à la déclaration faite au nom du Groupe des 77 et de la Chine. Par ailleurs, elle aimerait savoir pourquoi la liste des documents qui figure dans le programme de travail ne comprend qu'une partie des rapports qui devront être examinés. La Cinquième Commission doit disposer, tout comme le CPC, de tous les documents.

74. La question de la planification des programmes revêt une importance particulière l'année où sont examinés le projet de plan à moyen terme pour la période 2002-2005 et une série de documents contenant des propositions qui ont des incidences sur tous les aspects de la planification, de la programmation, du suivi et de l'évaluation. La nouvelle présentation du plan à moyen terme est beaucoup plus condensée que l'ancienne, et on n'y fait pas mention de certains objectifs et mandats ni de certaines activités habituellement menées dans le cadre de différents programmes. Les nouveaux éléments qui se rapportent à la budgétisation axée sur les résultats pourraient permettre de disposer d'une information plus claire mais, dans bien des cas ils sont présentés de telle façon qu'ils ne paraissent pas pertinents, car on ne voit pas quel est leur rapport avec les objectifs et les activités prescrites. Au cours du débat que le CPC a consacré à tel ou tel programme à sa quarantième session, il est apparu clairement que certains di-

recteurs de programme ne saisissaient pas bien ce que ces éléments apportaient au programme dont ils avaient la charge. La délégation cubaine a constaté que la définition de réalisations escomptées et d'indicateurs de résultat pouvait créer des inégalités importantes entre les programmes sur le plan de l'évaluation et de la budgétisation. Il s'ensuit que certains programmes ont plus de chances d'afficher de bons résultats que certains autres, par exemple ceux qui ont un caractère politique et dont l'exécution dépend dans une large mesure de la volonté des États Membres. Aussi la délégation cubaine estime-t-elle que les éléments en question doivent être maniés avec un certain doigté, qu'il s'agisse du plan à moyen terme ou du budget, afin de ne pas créer d'inégalités artificielles entre les programmes.

75. Il faudrait aussi analyser l'incidence que les changements proposés pour le plan à moyen terme auront sur les autres phases du cycle d'évaluation, de suivi et de budgétisation, et en particulier comment les résultats de l'application de ces éléments seront utilisés aux stades de l'évaluation de l'exécution d'un programme et de l'affectation de ressources budgétaires à ce programme. Cela peut paraître évident à certains pays partisans des changements proposés, mais on peut se demander pourquoi cela n'a pas été expliqué de manière complète à tous les États Membres. Aussi le rapport présenté au CPC sur la question (A/C.5/55/14) est-il décevant, car il ne répond pas à ces préoccupations. Il faut espérer que l'Assemblée recevra à la présente session des renseignements plus complets qui lui permettront de se faire une idée plus claire des conséquences des propositions à l'étude.

76. En ce qui concerne le contenu des différents programmes, la délégation cubaine s'élève, comme elle l'a déjà fait précédemment, contre la tendance déjà constatée à introduire ici et là, à l'occasion de la programmation, des propositions concernant des activités qui n'ont pas été prescrites ou des éléments sujets à controverse qui pourraient modifier l'orientation de certains programmes sur le fond. C'est le cas de certaines propositions qui apparaissent dans les programmes relatifs au désarmement, aux affaires économiques et sociales, aux affaires humanitaires et aux droits de l'homme, pour ne citer que ceux-là. La délégation cubaine affirme à nouveau que le Secrétariat doit se conformer aux orientations du plan à moyen terme en s'abstenant de faire de telles propositions, qui sont du ressort des organes compétents. À cet égard, le travail

effectué par le CPC peut servir utilement pour rectifier la situation. Le programme relatif aux droits de l'homme illustre bien ces problèmes, qui ont empêché le CPC de parvenir à formuler des recommandations sur lesquelles l'Assemblée puisse appuyer ses travaux. Il faut espérer que tous les intéressés feront preuve d'une bonne volonté qui permettra à l'Assemblée de parvenir à une décision qui rectifie ces anomalies.

77. La délégation cubaine a participé activement aux travaux qui ont porté sur le règlement régissant la planification des programmes et la budgétisation et qui ont abouti à l'adoption des résolutions 53/207 et 54/236. Elle constate que malgré les efforts déployés par de nombreuses délégations, le Secrétariat a promulgué ce règlement en modifiant des dispositions qui figuraient dans lesdites résolutions. C'est extrêmement regrettable, vu les distinctions clairement établies, notamment dans la Charte, entre le rôle du Secrétariat et celui des États Membres. Le Secrétariat devrait publier un rectificatif pour rétablir les dispositions telles qu'elles ont été adoptées par l'Assemblée générale.

78. D'une manière générale, on a constaté ces dernières années que le Secrétariat avait tendance à introduire quelques-uns des principaux éléments de la budgétisation axée sur les résultats à l'occasion de la présentation de rapports concernant la planification des programmes, ce qui paraît être une manière pointilliste d'aborder une question que l'Assemblée générale n'a pas encore tranchée. La délégation cubaine ne voit pas d'inconvénient à ce que de nouvelles propositions soient avancées, surtout si elles vont dans le sens d'une meilleure exécution des programmes, mais il faut absolument que ces propositions soient examinées dans la transparence et qu'on ait sous les yeux, pour examiner la question de la budgétisation axée sur les résultats, toutes les propositions formulées dans différents documents afin de pouvoir les étudier de manière appropriée, complète et bien informée.

79. Tout en se réservant le droit de reprendre la parole à propos des autres rapports dont la Commission sera saisie sur la question de la planification des programmes, la délégation cubaine pense que les recommandations du CPC constituent une bonne base pour les négociations à venir.

80. **M. Moniaga** (Indonésie) souscrit à la déclaration faite au nom du Groupe des 77 et de la Chine. Il pense qu'il faut accorder la plus grande attention à l'efficacité des activités de planification, en privilé-

giant une approche intégrée qui permette de tirer le meilleur parti des apports de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité, du Conseil économique et social et du Secrétariat. C'est dans cette optique qu'il faut envisager le plan à moyen terme.

81. Il est vraiment nécessaire de se montrer conscient des problèmes des femmes dans la conception et l'exécution des programmes et des projets. Ceux-ci doivent en même temps viser à renforcer le rôle de l'ONU dans la coopération pour le développement.

82. Tout en constatant que le Secrétariat s'est efforcé de concevoir la présentation du projet de plan à moyen terme de façon qu'elle soit plus conforme aux textes réglementaires, la délégation indonésienne trouve que certaines réalisations escomptées et certains indicateurs de résultat ont besoin d'être encore améliorés. On verrait alors plus concrètement et plus explicitement comment ces éléments se rattachent aux objectifs des programmes et à l'orientation des activités y relatives.

83. Les priorités proposées par le Secrétaire général pour la période 2002-2005 sont acceptables. À ce sujet, il convient de souligner l'importance du choix des priorités dans le cadre du plan à moyen terme. En effet, celui-ci concrétise les mandats sous forme de programmes, et il tient lieu de principal schéma directeur pour l'Organisation. D'autre part, les priorités orientent l'ouverture de crédits dans le budget-programme, selon les différents mécanismes prévus par la résolution 41/213.

84. Sans minimiser l'importance des opérations de maintien de la paix, il faudrait que l'Organisation consacre une part plus équilibrée de son énergie aux activités de développement, qui revêtent une égale importance pour l'humanité. La réunion qui doit se tenir en 2001 sur les suites de la Réunion internationale de haut niveau chargée d'examiner la question du financement du développement à l'échelon intergouvernemental devrait aider à mieux s'attaquer, dans les années à venir, au défi de la mondialisation et aux problèmes de développement qui y sont liés. D'autre part, il est primordial que les commissions régionales, la CNUCED et le Département des affaires économiques et sociales agissent de concert pour favoriser l'intégration des pays en développement ou en transition dans l'économie mondiale. Aussi la délégation indonésienne estime-t-elle sans réserve que l'Organisation doit continuer de s'efforcer de renforcer

sa coordination avec les autres organisations internationales concernées.

85. **M. Paredes** (Colombie), prenant la parole au nom du Groupe de Rio, dit qu'il attache une grande importance à la planification des programmes et des activités de l'Organisation. Le plan à moyen terme est le schéma directeur des activités de l'Organisation, et il sert de base à l'élaboration des budgets biennaux. Le Groupe de Rio se félicite que le CPC ait présenté des recommandations consensuelles sur le plan proposé par le Secrétaire général, et il est partisan de l'adoption du rapport, avec les apports complémentaires des autres grandes commissions.

86. Le seul programme sur lequel le CPC n'a pas pu aboutir à un consensus est le Programme 19 relatif aux droits de l'homme. Il faudrait que la Troisième Commission l'examine et formule des recommandations – à défaut de quoi le Groupe de Rio serait disposé à envisager la possibilité de reprendre celles retenues pour le plan à moyen terme en cours.

87. Le Groupe de Rio tient à affirmer sa satisfaction à propos de la présentation du plan à moyen terme, qui est conforme aux textes réglementaires en la matière, et il se félicite qu'y figurent des réalisations escomptées et des indicateurs de résultat pour les sous-programmes.

88. **M. Getachew** (Éthiopie) dit que sa délégation attache une importance particulière au plan à moyen terme pour la période 2002-2005. Elle souscrit à la déclaration du Groupe des 77 et de la Chine, et souhaite ajouter une observation sur le Programme 9 (Commerce et développement) : elle appuie la recommandation formulée par le CPC au paragraphe 121 de son rapport, particulièrement en ce qui concerne l'idée de consacrer un paragraphe au rôle central de la CNUCED dans les activités qui intéressent les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et les pays en développement sans littoral. À cet égard, il convient de noter que le bureau de la CNUCED chargé de la coordination spéciale à l'intention de ces pays souffre d'une pénurie chronique de ressources humaines et financières. Il faut donc lui donner davantage de moyens, afin de lui permettre de s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en vertu de ce programme du plan à moyen terme.

89. **M. Lozinski** (Fédération de Russie) dit que le plan à moyen terme est le principal document stratégique de l'Organisation, et qu'il est bon de s'efforcer

d'en faire un outil encore plus utile et plus souple. Il faut que le système de planification fonctionne bien, afin que le plan puisse être le principal document directeur pour les travaux de l'Organisation et servir utilement de base pour l'établissement du budget-programme. C'est la condition à laquelle les États Membres et le Secrétariat pourront accroître l'efficacité des activités de l'Organisation.

90. Comme beaucoup d'autres, la délégation russe estime que le système de planification des programmes a besoin d'être amélioré. Le lien entre le plan à moyen terme et le budget est faible. La délégation russe accueille donc avec satisfaction la nouvelle présentation du plan à moyen terme, se félicitant du lien plus étroit entre les programmes et les structures organisationnelles du Secrétariat, ce qui est en principe favorable à la responsabilisation des dirigeants. La structure des sous-programmes est devenue plus claire, de même que les objectifs, la stratégie et les résultats escomptés, ce qui devrait permettre une meilleure évaluation de la qualité des programmes. En revanche, le plan à moyen terme ne doit pas faire obstacle au lancement de nouvelles activités, ni à l'élimination de programmes ou de structures qui ont perdu leur raison d'être, mais être un outil de gestion souple.

91. Les observations et recommandations du CPC sont équilibrées et impartiales et méritent d'être approuvées en tant que document général sur lequel fonder la stratégie de l'Organisation pour la période 2002-2005.

La séance est levée à 13 h 15.